

Etats baltes : ce qu'une occupation par la Russie veut dire

Description

Dans une tribune publiée dans le *Financial Times* à deux jours du sommet Trump/Poutine d'Anchorage, les ministres estonien, letton et lituanien des Affaires étrangères ont rappelé qu'une occupation par la Russie n'était jamais temporaire.

S'appuyant sur l'expérience historique de leurs pays respectifs, ils y reviennent sur les 50 ans d'occupation soviétique *de facto* (des années 1940 à l'effondrement de l'URSS en 1991), sur les « *tueries de masse et les déportations* », l'« *effusion de sang et la terreur* ». Ils précisent que, si les pays occidentaux (Etats-Unis inclus) n'ont jamais reconnu l'annexion soviétique des pays baltes, au final, cette non-reconnaissance a été d'un bien piètre soutien pour tous ceux qui subissaient cette occupation, jour après jour. « *Même 35 ans après le rétablissement de l'indépendance, les cicatrices subsistent* », écrivent les trois ministres.

Toute discussion sur un « échange » de territoire, tel que prôné par le Président américain, ne viendrait que cimenter les gains territoriaux de la Russie, obtenus par la guerre. Margus Tsahkna, Baiba Braže et Kęstutis Budrys ont donc réaffirmé une fois de plus leur attachement à l'intégrité et à la souveraineté de l'Ukraine et mis en garde contre toute tentation de céder quelque territoire que ce soit à Moscou. Et de rappeler que souveraineté et intégrité territoriale « *ne sont pas des idéaux diplomatiques abstraits ; ce sont les garde-fous qui protègent les gens du sort subi par des générations entières dans les Etats baltes et, maintenant, en Ukraine occupée* ». Pour eux, « *envisager d'échanger des terres contre une trêve fragile revient à répéter les erreurs du passé et les chapitres les plus sombres de l'histoire.* »

Le 12 août, les présidents des Parlements des trois pays avaient également réaffirmé dans un communiqué conjoint leur engagement indéfectible en faveur de l'Ukraine et mis en garde contre tout gain territorial qui viendrait bénéficier à la Russie suite à sa guerre d'agression brutale et illégale. Ils y soulignent que toute décision concernant l'Ukraine doit évidemment impliquer les Ukrainiens, de même que toute question affectant l'Europe doit impliquer les Européens.

Le 14 août, le président lituanien Gitanas Nausėda est allé dans le même sens, précisant qu'un cessez-le-feu complet et sans condition restait un préalable indispensable à toute discussion et affirmant que les pays de la Coalition des volontaires devaient se tenir prêts à déployer des forces en Ukraine à tout moment.

Sources : [ERR.ee](#), [The Financial Times](#), [The Baltic Times](#), [Lrt.lt](#).

date créée

15/08/2025

Champs de Méta

Auteur-article : Céline Bayou